

N° 5926⁹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

- 1. relatif aux prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des salariés aux risques dus aux agents physiques (rayonnements optiques artificiels et au rayonnement solaire)**
- 2. portant modification du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(15.6.2010)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 2 octobre 2008 à la Chambre des Députés par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Un exposé des motifs et un commentaire des articles étaient joints au texte du projet de règlement grand-ducal.

Le présent projet de règlement grand-ducal se base sur la directive 2006/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2006 relative aux prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (rayonnements optiques artificiels) (dix-neuvième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE).

Il a été choisi de protéger les salariés aussi contre le rayonnement solaire. Cette décision se base sur des réflexions sécuritaires concernant les dangers généralement connus qui proviennent du rayonnement solaire.

Actuellement, aucun règlement ne protège le salarié contre les rayonnements optiques artificiels et le rayonnement solaire. Seulement pour une exposition aux rayons laser des classes 3B et 4 suivant la norme EN 60825, des contrôles médicaux périodiques sont prévus.

Le nouveau règlement grand-ducal fixe une première fois des valeurs maximales d'exposition et prévoit en plus une analyse des risques et une surveillance de la santé des salariés en relation avec des rayonnements optiques. Les données de la directive sont reprises sans modification en ce qui concerne l'exposition aux rayonnements optiques artificiels. En ce qui concerne la protection des travailleurs contre le rayonnement solaire, l'employeur est demandé de veiller à une protection adéquate selon les règles généralement connues.

Ce règlement grand-ducal suit la philosophie des articles L. 311-1 à 314-4 du Code du travail, tout en responsabilisant l'employeur pour la sécurité de son personnel. La directive est transposée avec des dispositions supplémentaires concernant le rayonnement solaire. Les dispositions complémentaires dans le but de considérer aussi le rayonnement solaire sont ajoutées aux endroits jugés nécessaires.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par les articles L. 311-1 à 314-4 et L. 321-1 à 322-3 du Code du travail ainsi que par la directive 2006/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2006 relative aux prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (rayonnements optiques

artificiels) (dix-neuvième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE).

La Chambre des Députés a été saisie de l'avis de la Chambre de Travail en date du 31 octobre 2008, de l'avis de la Chambre des Employés privés en date du 18 novembre 2008 et de l'avis de la Chambre de Commerce en date du 16 février 2009.

La Chambre a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat en date du 3 mars 2009.

Suite à la dépêche du 26 mars 2009 du Président de la Chambre des Députés le Gouvernement a pris position en date du 16 avril 2009 concernant l'avis du Conseil d'Etat du 3 mars 2009. La Chambre des Députés a été saisie d'un texte retravaillé du projet de règlement grand-ducal.

En date du 8 juin le Gouvernement a déposé des amendements gouvernementaux au projet de règlement grand-ducal.

Le Conseil d'Etat a déposé son avis complémentaire en date du 8 juin 2010.

*

La Conférence des Présidents se prononce en faveur du projet de règlement grand-ducal et donne son assentiment, sous réserve de remplacer au préambule et au dispositif le terme „Ministre du Travail et de l'Emploi“ par „Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration“.

Luxembourg, le 15 juin 2010

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR